



Ruralité

Vive le café du commerce !

Pour éviter la fermeture des devantures dans certains villages, des foncières solidaires aident des repreneurs à s'installer. Avec des résultats sociaux, économiques, et politiques, probants. Exemples en Saône-et-Loire

Par Emilie Brouze - Photos Alexandre Bagdassarian

Il n'y a pas de petite opportunité. « On cherche des repreneurs pour le bar-restaurant, si vous pouvez passer le message à vos lecteurs », tente Bernard Grisard, maire de Gibles (Saône-et-Loire), sourire en coin. Quand, en 2014, cet ancien éleveur est devenu premier édile de ce village de 575 habitants, dans la campagne vallonnée et bocagère du Brionnais, il a assisté, sans pouvoir l'enrayer, à la disparition de nombreux commerces. Dans les têtes, la chronologie n'est plus très claire. Toujours est-il que la fermeture de la pompe à essence, qui n'était plus aux normes,



← Le café-boulangerie-épicerie Chez Cocotte, lancé grâce à la coopérative Villages vivants et ouvert en 2024, est le dernier commerce alimentaire de Gibles (71), village de 575 habitants. Derrière le comptoir, Johann Perrat, l'un des huit employés.

a marqué le début de l'hémorragie. Les devantures sont tombées comme des dominos : la pharmacie, la boucherie, le garage, l'épicerie, le bureau de tabac, le restaurant... Jusqu'au rachat quasi miraculeux de la boulangerie, sur la place du marché, que les anciens propriétaires cherchaient depuis longtemps à revendre.

Devenu Chez Cocotte au printemps 2024, le dernier commerce alimentaire de Gibles, en ce vendredi matin, ne désemplit pas. « *On ne pourrait plus vivre sans eux, ce serait mort de chez mort* », souffle Monique Marçot, retraitée, qui commande des pizzas. « *Ils sont sympas et c'est excellent. Ils nous amènent du monde* », constate une autre habituée, bugnes et crèmes desserts dans les bras. « *C'est un petit rêve que ça fonctionne de la sorte, savoure le maire, client lui aussi. Cela a redonné de la vie et de l'âme au village...* » Avec le bar-restaurant, ce candidat à sa réélection espère bien goûter de nouveau à cette joie. C'est l'un des enjeux politiques des élections municipales dans les terri-

toires ruraux (et le casse-tête de bien des maires) : comment maintenir ou rouvrir cafés et boulangeries, qui sont parfois les derniers lieux de sociabilité dans les campagnes ? En France, en 2023, 41 % des communes étaient dépourvues de commerces, selon le géographe Michaël Pouzenc. Un chiffre en amélioration (en 2015, 48 % n'en avaient aucun), mais qui masque une réalité contrastée. « *Dans les zones en décroissance démographique, le long processus de rarefaction des commerces se poursuit, tandis qu'on observe un petit regain dans les territoires plus attractifs, conforté par un foisonnement d'initiatives citoyennes et associatives* », pointe ce spécialiste des dynamiques rurales à l'université de Toulouse-Jean-Jaurès.

A Gibles, Corentine Poncet et Benoit Haie, 36 et 38 ans, sont les chevilles ouvrières de Chez Cocotte. Mais ils n'auraient pas pu reprendre la boulangerie sans l'aide de Villages vivants, une foncière solidaire née en 2018. « *Nous n'aurions pas eu les fonds pour la racheter et faire* ▶

► *d'aussi gros travaux. Les banques sont très frileuses* », témoigne la première, ancienne administratrice culturelle, en feuilletant l'album photo de la transformation du local désuet en un lieu lumineux, à l'atmosphère familiale. Villages vivants a acheté le bâtiment à leur place (80 000 euros) et financé la totalité des travaux (200 000 euros). Le couple, qui leur verse un loyer progressif, a souscrit un seul prêt pour acquérir les machines et le fonds de commerce (46 000 euros).

DERNIERS LIEUX DE SOCIABILITÉ

Le succès de ce lieu hybride, à la fois épicerie, boulangerie, pâtisserie, traiteur et café, avec une dizaine de tables aux beaux jours, a été presque immédiat. Deux cents clients s'y pressent le dimanche matin, moitié moins en semaine. En un an, cette société coopérative et participative (Scop) a presque doublé son chiffre d'affaires. Il a fallu embaucher : huit personnes y travaillent aujourd'hui, dont l'ancienne bouchère. « *Comment ça va, Michel ?* » Derrière le comptoir ce matin, Johann Perrat, 35 ans, tutoie et salue tous les clients par leurs prénoms – hors saison touristique, il n'y a que des habitués. Le café-boulangerie est vite devenu un point de rencontre dans le village constitué de hameaux dispersés, à la population vieillissante. « *Les gens se rencontrent, prennent le temps de discuter, guettent les visages connus. J'ai parfois l'impression de venir travailler pour le côté social et, accessoirement, de vendre du pain* », rigole l'ancien épicier lyonnais. Près de l'entrée, les nombreuses associations ont un espace qui leur est réservé, pour annoncer les événements et recueillir inscriptions et paiements dans une urne. Ce mois-ci : l'événement saucissons-patates des conscrits de Gibles.

Villages vivants conseille aux porteurs de projet qu'il accompagne de nouer des liens avec les clubs sportifs, les assos, les institutions, et « *d'entendre ce qui est important pour eux* », dit Sylvain Dumas, cogérant de la foncière, afin de s'ancrer dans le tissu social. L'échec d'un restaurant les a vaccinés : il ne s'agit surtout pas de créer des repères de bobos et de néoruraux. « *On veut éviter les lieux trop alternatifs ou militants. Le but est de toucher un public le plus large possible, ne pas cliver.* » Si bien que les porteurs de projet, dont la démarche est souvent engagée, doivent savoir faire des compromis. Sur la vitrine de Chez Cocotte, rien n'indique d'ailleurs que le pain au levain et le café sont bio. « *Au début, on ne voulait pas effrayer* », admet le boulanger. Sur cette terre agricole, qui penche à droite dans les urnes, le maire aussi a craint que leur engagement soulève quelques hostilités. Il n'en a rien été. Les étagères de l'épicerie

illustrent un jeu d'équilibriste, avec des produits locaux, en circuits courts, bio pour la plupart, et des articles griffés du logo d'un distributeur. « *La boulangerie étant notre cœur de métier, on se permet de plus petites marges pour contenir les prix* », précise Corentine, qui travaille avec un groupement régional alimentaire de proximité (Grap), favorisant l'agriculture paysanne.

En tout, Villages vivants a déjà participé à l'ouverture de 33 cafés, épiceries, auberges et librairies dans le quart sud-est de la France, leur zone d'implantation. Pour tenter de déjouer les règles du marché et la spéculation immobilière, les fondateurs se sont inspirés du modèle de Terres de Liens, une foncière qui aide à l'installation de jeunes agriculteurs en achetant des terres. Chaque année, Villages vivants opère une levée de fonds citoyenne pour financer huit nouveaux lieux : particuliers, entreprises ou collectivités leur confient leur épargne (en partie défiscalisée) pour soutenir des projets collectifs aux antipodes des distributeurs automatiques de baguettes et de fromages. « *L'entrepreneuriat individuel est pour nous un facteur d'échec, d'épuisement ou de difficultés de transmission* », abonde Sylvain Dumas. Tous ne connaissent pas le même succès que Chez Cocotte. Dans des territoires au bassin de population limité, où les salaires sont moindres, les modèles économiques demeurent fragiles.

Dans d'autres communes, ce sont les élus qui font le choix d'investir pour favoriser l'installation de commerçants et pallier le manque de continuité des politiques publiques en la matière. Des projets financièrement lourds, a fortiori pour des communes rurales aux dotations faibles. La réhabilitation de l'épicerie-restaurant d'Ecoche (Loire), dernier lieu de sociabilité, a ainsi coûté 850 000 euros, couverts à 60 % par des subventions. Un chantier colossal pour un village de 540 habitants. Sans regrets : « *Ça a dynamisé le village* », se réjouit le maire. Ailleurs encore, c'est l'associatif qui assure un service de proximité – tant que les bénévoles ne s'essouffent pas. A moins de 20 kilomètres de Gibles, à Saint-Pierre-le-Vieux (Saône-et-Loire), 200 boîtes aux lettres, un brouhaha s'échappe de Chez Simone, rue de la Bascule. Le local, baptisé en hommage à celle qui a légué ses murs à la commune, héberge depuis peu

un café-épicerie associatif, après la faillite du dernier boulanger. Quatre jours par semaine, trente habitants se relaient derrière le bar et dans la boutique, qui propose à ses 136 adhérents fruits et légumes bio, articles de dépannage et produits locaux à prix raisonnables. En salle, le sirop est gratuit pour les enfants. Confier le local à une association, en lieu et

“LES GENS SE RENCONTRENT, DISCUTENT. J'AI PARFOIS L'IMPRESSION DE VENIR TRAVAILLER POUR LE CÔTÉ SOCIAL ET, ACCESSOIREMENT, DE VENDRE DU PAIN.”

JOHANN PERRAT, CHEZ COCOTTE





place d'une potentielle initiative privée, n'allait pourtant pas de soi pour tous les villageois. « *Ce n'était pas forcément dans tous les imaginaires* », formule précautionneusement Philippe Cacciabue, conseiller municipal et membre du petit noyau d'habitants fondateurs, qui se sont appuyés, « *pour convaincre* », sur l'association Bouge ton Coq, qui a accompagné 260 projets d'épicerie participative à travers la France. Chez Simone a pu ouvrir grâce aux dons, en matériaux et en temps, et avec l'aide de la mairie, qui a accordé pendant un an un loyer modéré. « *Le peu de bénéfices que l'on dégage passe dans les charges* », explique Manuella Sol, boulangère et arboricultrice.

CONTRE LA PROGRESSION DU VOTE RN

Dans la salle décorée de vieilles affiches, deux « *réfractaires au système* » autoproclamés, passés acheter du pain, descendent une bière comme tous les vendredis. A la table d'à côté, trois copines apprêtées papotent : « *Sans ce lieu, on ne serait pas ensemble ce soir* », assure l'une d'elles, partie étudier en ville. « *La réouverture était un petit événement* », se remémore sa voisine. « *Toute notre enfance, on a entendu les souvenirs de nos parents au Marilou Bar, qu'on n'a jamais connu. On avait envie, nous aussi, de créer les nôtres.* » Le lieu brasse toutes les générations : une fois par mois, le club des aînés s'y retrouve pour jouer aux cartes. « *Une heure passée ici suffit à prendre des nouvelles de tout le village et des alentours. Quand on a besoin de quelque chose, ça se sait tout de suite* », se réjouit Manuella Sol, postée à la

caisse. « *Dans notre charte, on a précisé que l'association est apolitique. Mais pouvoir discuter, rencontrer son voisin, recréer de la confiance, c'est politique, bien sûr. Et précieux, en ces temps difficiles* », complète Philippe Cacciabue.

Cela pourrait aussi être crucial, en cette période électorale. Hugo Subtil, chercheur en science politique à l'université de Zurich (Suisse), a croisé les résultats électoraux français avec les 18 000 fermetures de bars-tabacs recensées entre 2002 et 2022, grâce aux registres des terminaux de la Française des Jeux. Son étude, publiée par le Centre pour la Recherche économique et ses Applications (Cepremap), montre que l'érosion des lieux de sociabilité nourrit, sur le temps long, la progression du vote Rassemblement national. « *Quand ces lieux disparaissent, s'éteignent avec eux les possibilités d'interactions, de rencontres fortuites, un accès à un réseau d'entraide... Tout ce qui donne le sentiment de faire communauté et construit les appartenances locales, développe-t-il. Sans lieux pour se parler, la politique devient un face-à-face entre individus atomisés et récits médiatiques nationaux. Leur disparition nourrit aussi un sentiment d'abandon ou de relégation.* » Une dynamique qui n'est pas irréversible : rouvrir des lieux où se recréent des sociabilités peut infléchir les résultats électoraux, montre aussi le chercheur originaire d'un village des Alpes-de-Haute-Provence. Il n'est pas nécessaire que l'on puisse y boire, fumer ou parier, mais tout au moins discuter. Dans des associations, centres sociaux, cafés-boulangeries... « *et tous types d'espaces où l'on fait corps* ». ●

↑ A Saint-Pierre-le-Vieux (71), trente bénévoles se relaient quatre jours par semaine au café-épicerie Chez Simone, local tenu par une association. Ici (à g.), Manuella et Philippe.